

République française
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE
Service de la production et des marchés
Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux
Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des
productions végétales spéciales
3, rue Barbet de Jouy
75007 PARIS
☎ 01 49 55 45 60 ou 01 49 55 58 49
📠 01 49 55 50 75

Circulaire
DPEI/SPM/C2000-4047
Date : 17 NOVEMBRE 2000

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

à

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS
DE REGION**

**Objet : Critères d'attribution des aides de l'Etat et du FEOGA-Garantie
(développement rural) pour les fruits et légumes frais ou transformés, les
pommes de terre de conservation ou transformées et l'horticulture
ornementale pour la période 2000/2006**

PLAN DE DIFFUSION

Pour information :

Pour exécution :

M. le DPEI

Mmes et MM les Préfets
de région

Mmes et MM les Préfets
de départements

Mmes et MM. les DRAF

DGA - DGAL - DAF - Mmes et MM. Les DDAF

Le Président du COPERCI

Le Directeur de l'ONIFLHOR

La Fédération nationale des producteurs de fruits

La Fédération nationale des producteurs de légumes

La Fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières

La Fédération française de la coopération fruitière, légumière et horticole

La Fédération française des coopératives de conservation

La Fédération française des industries d'aliments conservés

L'Association interprofessionnelle des fruits et légumes

Association nationale interprofessionnelle des fruits et légumes transformés

L'association nationale des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes

Les Comités économiques fruits et légumes

Le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre

Le Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et
des industries de transformation

La Fédération française des opérateurs commerciaux pomme de terre, ail,
oignon, échalote

Natexis

Banque de développement des PME

Caisse nationale de crédit agricole

Banque nationale de Paris

Banque populaire

Crédit lyonnais

Crédit mutuel

Unigrains

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles peut être accordée une aide financière de l'Etat et de l'Union européenne pour les investissements dans les secteurs des fruits et légumes frais ou transformés, les pommes de terre de conservation ou transformées et l'horticulture ornementale. Elle annule et remplace la circulaire n°8007 du 3 juin 1992.

I) Investissements prioritaires

Les projets d'investissement bénéficiant d'une aide doivent être conformes aux orientations sectorielles concernant les fruits et légumes frais ou transformés, les pommes de terre de conservation ou transformées et l'horticulture ornementale telles que définies dans le Plan de Développement Rural National pour la période de 2000 à 2006 présenté par le Gouvernement français à la Commission européenne et approuvé par elle. De plus, lorsque les projets sont portés par des organisations de producteurs, les projets présentés doivent également s'inscrire dans le cadre des priorités de l'OCM fruits et légumes telles que définies par les règlements 2200 et 2201 du 28 octobre 1996.

Les aides sont réservées aux entreprises développant une stratégie commerciale organisée autour d'un projet construit et mettant en œuvre une politique de qualité compatible avec les objectifs de la filière concernée en s'appuyant notamment sur une marque commerciale ou des signes distinctifs de qualité. Les projets aidés doivent s'insérer pour leurs approvisionnements de façon cohérente dans le bassin de production correspondant à leur activité. Les entreprises retenues doivent avoir fait preuve de leur fiabilité financière. Elles doivent, pour les fruits et légumes, entretenir des liens contractuels étroits et suivis avec la production organisée ou constituer elles-mêmes une organisation de producteurs. Pour ce qui est des pommes de terre, les entreprises doivent entretenir des liens contractuels solides et durables avec leur amont agricole pour une part majoritaire de leurs approvisionnements.

Pour le secteur des fruits et légumes frais, les aides sont accordées en priorité :

- a) aux investissements innovants en process et en produits ;
- b) aux investissements intervenants à l'occasion de la mise en place d'une organisation de producteurs ou réalisés lors de rapprochements (démarches communes de commercialisation) ou de fusions d'organisations de producteurs ;
- c) aux investissements contribuant à l'amélioration de la compétitivité comme les investissements s'inscrivant dans le cadre d'un plan de restructuration interne des stations, ceux réalisés lors de rapprochements commerciaux ou les investissements d'équipement en chaîne de précalibrage ;
- d) aux investissements d'amélioration de la qualité et de la présentation de la matière première ;
- e) aux investissements participant au développement d'une filière de culture raisonnée ou biologique ou plus généralement contribuant à l'amélioration de la protection de l'environnement ;

En cas d'augmentation de capacité de traitement de l'entreprise associée à une augmentation de la capacité de production au niveau de la ou des organisations de producteurs qui la fournissent, ne sont éligibles que les projets répondant aux conditions suivantes :

- au titre des trois dernières campagnes précédant le dépôt du dossier, le taux de retrait de l'organisation de producteurs concernée ou le taux moyen de retrait des organisations de producteurs fournissant l'entreprise est inférieur en moyenne à 10% de la quantité commercialisée des produits visés par l'investissement ;.
- le projet est accompagné d'une étude de marché sauf si les débouchés paraissent acquis suite à des études récentes et officielles. Dans le cas où l'étude de marché est nécessaire, elle doit être réalisée par un organisme tiers au demandeur appréciant les perspectives de commercialisation de la production de l'entreprise après réalisation de l'investissement de production et les capacités d'amortissement de l'investissement en regard de la situation antérieure de l'entreprise ;
- en tout état de cause, dans le cas où un investissement est directement porté par une ou plusieurs organisations de producteurs associées, il ne conduit pas à ce que la capacité de traitement de la ou des organisations de producteurs soit supérieure à la capacité totale de production des adhérents.

Les investissements retenus doivent être cohérents avec les objectifs de l'Organisation commune des marchés des fruits et légumes.

Pour le secteur des fruits et légumes transformés, les aides sont accordées en priorité :

- a) aux investissements innovants en process et en produits ;
- b) aux investissements réalisés par ou en partenariat avec une ou des organisations de producteurs ou reposant en termes d'approvisionnements sur des liens contractuels avec des organisations de producteurs ;
- c) aux investissements intervenant dans le cadre d'un processus de restructuration industrielle ;
- d) aux investissements contribuant à l'amélioration de la compétitivité ;
- e) aux investissements contribuant à l'amélioration de la qualité des produits finis ;
- f) aux investissements intervenant dans le cadre du développement d'une filière de culture raisonnée ou biologique ou plus généralement contribuant à l'amélioration de la protection de l'environnement ;
- g) aux investissements permettant l'expansion de secteurs dont le développement pourrait être encouragé au vu du marché existant comme la tomate transformée ou les légumes surgelés ou dans la mesure où ils procurent des débouchés à des productions difficilement valorisables sur le marché du frais comme notamment, en ce qui concerne la transformation des fruits, les investissements de fabrication et de stockage de jus, de concentrés ou de purée de fruits.

Enfin, en raison du caractère particulièrement aigu de la concurrence existant dans le secteur de la première transformation, tels que les fruits au sirop, la purée de fruits, les légumes appertisés ou le concentré de tomates, les projets présentés pour cette activité devront être accompagnés d'une étude de marché réalisée par un organisme tiers au demandeur appréciant les perspectives de commercialisation de la production de l'entreprise après réalisation de l'investissement de production et les capacités d'amortissement de l'investissement en regard de la situation antérieure de l'entreprise.

Les investissements retenus doivent être cohérents avec les objectifs de l'Organisation commune des marchés des fruits et légumes.

Pour le secteur de la pomme de terre de conservation, les aides sont accordées en priorité aux investissements contribuant à l'amélioration qualitative à tous les stades de la filière, développant une politique contractuelle avec la production et assurant une meilleure organisation de la commercialisation.

Les projets retenus doivent prioritairement contribuer à :

- a) l'amélioration qualitative et variétale de l'offre afin de permettre une satisfaction optimale des exigences du marché en concentrant au premier chef les interventions sur les outils de conservation et de triage calibrage des produits
- b) renforcer les structures des opérateurs aval et permettant une amélioration significative des conditions de mise en marché en développant les types de produits les plus porteurs tels que les produits sous signe de qualité, la pomme de terre lavée les petits conditionnements.

Pour le secteur de la pomme de terre transformée, les aides sont accordées en priorité :

- a) aux investissements comportant un caractère innovant en process ou en produits ;
- b) aux investissements s'insérant dans une démarche de mise en place d'un contrôle qualité sur le site industriel concerné ;
- c) aux investissements destinés au développement de l'export ;
- d) aux investissements participant à la valorisation de produits issus d'une filière de culture raisonnée, d'agriculture biologique ou plus généralement contribuant à améliorer la protection de l'environnement.

Les investissements prioritaires sont ceux permettant le développement de produits porteurs comme la pomme de terre cuite sous vide et autres produits de 5°gamme, les frites surgelées, les frites fraîches et autres produits de 4°gamme.

Pour tous les secteurs, les investissements contribuant à l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments sont considérés comme prioritaires.

Pour le secteur de l'horticulture ornementale, les aides seront accordées en priorité aux investissements de :

- a) Commercialisation : investissements permettant la concentration de l'offre au moyen d'infrastructures commerciales, d'équipements collectifs, d'ateliers de conditionnement, d'équipements en chaîne de bouquetterie ; équipements de stockage comme chambres froides ou climatiques, aires d'expédition ou de réception.
- b) Qualité : investissements à l'appui de l'obtention de la norme ISO 9002, création de laboratoires de suivi de la qualité, chambres de désinfection.
- c) Informatisation : investissements informatiques liés à la gestion de la mise en marché.

II Investissements éligibles

Sont dans tous les cas exclus de l'assiette éligible :

- les acquisitions de terrains et les V.R.D ;
- les logements, les constructions et les aménagements de bureaux ;
- les matériels de bureau tels par exemple le mobilier ou la bureautique ;
- le matériel de transport roulant ;
- les palettes, les cassettes et les pallox ou, plus généralement, tout élément de caractère mobile ;
- les études et frais d'ingénierie au-delà du seuil autorisé par la réglementation générale soit 2% pour divers et imprévus et 12% au total ;

Pour les pommes de terre transformées, sont exclus, et ce quelle que soient la taille de l'entreprise et le volume de l'investissement, les projets relatifs à la production de flocons de pommes de terre ou de chips standards.

Priorité est donnée aux investissements en matériels directement productifs.

III Bénéficiaires

Les maîtres d'ouvrage à statut juridique commercial ou coopératif, à l'exception des coopératives d'utilisation de matériel agricole, sont admissibles à l'aide financière de l'Etat.

Sont ainsi éligibles :

- les organisations de producteurs reconnues et les regroupements d'organisations de producteurs reconnues ;

- les négociants expéditeurs conventionnés pour la majorité de leurs approvisionnements par des organisations de producteurs reconnues ou leurs regroupements ;
- les entreprises de transformation engagées dans une politique contractuelle d'approvisionnement avec leur amont agricole.

L'activité des bénéficiaires ne doit pas reposer pour plus de 50% de ses approvisionnements sur la valorisation de la production d'une seule exploitation agricole et doit avoir des approvisionnements majoritairement communautaires.

IV Instruction et présentation des projets au titre de la Prime d'orientation agricole (POA) et du FEOGA-Garantie (mesure g du PDRN)

Les projets de stockage conditionnement de fruits et légumes ou de pommes de terre de conservation et ceux concernant la transformation de fruits et légumes ou de pommes de terre comportant un investissement d'un montant inférieur à 10 millions de francs et sollicitant une aide d'Etat (Prime d'Orientation Agricole) sont instruits dans les conditions habituelles fixées pour les investissements d'intérêt régional.

Les projets pour lesquels une aide du FEOGA-Garantie (Développement rural) est demandée sont transmis par la DRAF à la DPEI pour **avis conforme** si l'investissement présenté est d'un montant inférieur à 10 000 000 F. En l'absence d'observations présentées 3 semaines après l'enregistrement du dossier par la DPEI, l'avis de cette direction est réputé conforme.

Pour les projets d'investissement de stockage conditionnement de fruits et légumes ou de pommes de terre de conservation d'un montant supérieur ou égal à 10 000 000 F, le dossier est transmis à la DPEI qui assure l'instruction de la demande de subvention du FEOGA-Garantie (développement rural).

Les projets d'investissement de transformation de fruits et légumes ou de pommes de terre d'un montant supérieur ou égal à 10 millions de francs sont transmis pour instruction des demandes de Prime d'Orientation Agricole comme de FEOGA-Garantie (Développement rural) à la Direction des politiques économique et internationale (DPEI)

Le projet d'investissement doit être présenté dans le cadre d'un projet d'entreprise de deux ans.

Il doit notamment comprendre :

-une description des moyens humains, techniques et financiers dont dispose l'entreprise concernée, établie sur le fondement des trois dernières années ;

-une analyse des perspectives de débouchés commerciaux des produits. Celle-ci doit permettre de définir la stratégie commerciale du bénéficiaire. L'analyse doit plus particulièrement caractériser l'investissement dans son contexte économique. Elle doit expliciter en quoi le projet contribue effectivement à une meilleure adaptation des caractéristiques spécifiques des produits ou de leurs conditions de commercialisation à la demande des marchés ;

-une liste détaillée des investissements par poste fonctionnel ;

- une étude de rentabilité de l'investissement présenté, son plan de financement et des éléments prévisionnels concernant les comptes de résultat et bilans pour les trois années suivant l'investissement ;

- un avis d'un organisme financier accompagné d'une analyse financière.

S'agissant des dossiers de stockage conditionnement de fruits et légumes frais, le président de l'OP produira en outre une attestation sur l'honneur certifiant que le projet présenté est bien conforme aux conditions statutaires et aux obligations de l'OP vis à vis du Comité de bassin fruits et légumes dont elle relève.

Les dossiers présentés par une organisation de producteurs reconnue doivent également comprendre une attestation du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt que l'investissement pour lequel est sollicité une aide du FEOGA-Garantie (Développement rural) n'a pas été inclus pour tout ou partie dans le programme opérationnel en cours ou à venir de l'organisation de producteurs. Le président de l'OP fournit une analyse explicitant la cohérence et la complémentarité entre les deux instruments.

Dans le cas où de tels investissements sont portés par des organisations de producteurs reconnues et réunissent plusieurs objectifs prioritaires du plan sectoriel fruits et légumes dont celui de structuration des opérateurs, le taux de POA peut être porté de 6% à 10% de l'assiette retenue. Les dossiers portés par une structure émanant de plusieurs organisations de producteurs associées ou présentés à l'occasion de restructuration d'installations de plusieurs OP bénéficient d'une priorité toute particulière.

Les dossiers peuvent se voir octroyer une aide du FEOGA-Garantie au taux de 15% dès lors qu'ils bénéficient d'au moins 5% d'aide nationale, notamment sous forme de POA.

Sont exclus des aides du FEOGA-Garantie (Développement rural), en application des dispositions fixées par le Plan de développement rural national, les projets d'investissement inférieurs à 1 500 000 F. Dès lors, les projets d'investissement de commercialisation de fruits et légumes frais, de pommes de terre de conservation ou de produits de l'horticulture ornementale d'un montant supérieur ou égal à 1 500 000 F relèvent du champ d'intervention exclusif du PDRN. Les projets d'investissement d'un montant inférieur à ce seuil relèvent donc de financements communautaires au titre de l'OCM fruits et légumes via les fonds opérationnels si le bénéficiaire est une organisation de producteurs ou du FEOGA-Garantie au titre des mesures prévues par les Docup Objectif 2.

La Sous-Directrice des cultures
et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE